

pas véritablement intéressé à voir s'instaurer une démocratie libérale.

Il y a également lieu de reconnaître que beaucoup de personnes en position d'autorité au Salvador, particulièrement dans les forces armées, ne se réjouissent pas à l'idée d'élections. Cependant, le président Duarte a accompli de grands progrès en obtenant de ces éléments qu'ils s'inclinent devant la volonté du peuple qui s'exprimera aux élections prévues pour 1982 et 1983. Par contre, il ne fait aucun doute que si le Président se voyait dans l'obligation de négocier la formation d'un gouvernement de coalition non élu ou une autre forme de partage du pouvoir tel que préconisé par le F.D.R. et par le chef du N.P.D., il pourrait fort bien être renversé et alors les perspectives de l'établissement dans ce pays d'une véritable démocratie s'évanouiraient pour de bon.

L'hésitation manifestée par le président Duarte à négocier avec la gauche se comprend également à la lumière des renseignements découverts dans les documents saisis en avril. Le F.D.R. n'a pas nié l'authenticité de ces documents dans lesquels sont exposés les objectifs de la gauche pour les négociations en question, et que voici : il faudrait, premièrement, prolonger le conflit qui tourne au désavantage des forces révolutionnaires ; deuxièmement, brouiller le parti démocratique chrétien du président Duarte avec les forces armées ; troisièmement, présenter la gauche comme un élément pacificateur ; enfin, quatrièmement, dénoncer le parti démocratique chrétien comme servant de façade à un gouvernement contrôlé par les militaires.

Toutefois, le Canada ne saurait nier, à première vue, au contraire du chef du parti néo-démocrate, la possibilité d'élections équitables dans ce pays. En effet, le Zimbabwe a pu tenir des élections malgré une situation également difficile. Le président Duarte aurait par ailleurs déclaré officiellement que l'Organisation des États américains pourrait surveiller à loisir les élections dans son pays. Ses propos ont été rapportés comme suit dans le numéro du 6 mars dernier du *New York Times* :

" Nous comptons inviter l'Organisation des États américains non seulement à nous envoyer une mission protocolaire mais également des représentants de toutes les Amériques pour surveiller nos élections et veiller à ce que les citoyens puissent se prononcer en toute liberté. "

Comme je le disais l'autre jour devant le comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, si nous sommes sollicités à cette fin et que nous estimions pouvoir nous montrer d'une utilité quelconque, nous envisagerions volontiers de prendre part à cette mission.

À notre avis, le président Duarte mérite qu'on lui donne la possibilité de régler, de la façon la plus démocratique possible, c'est-à-dire avec des élections tenues librement, le conflit politique qui déchire son pays. Un des fondateurs du parti démocrate chrétien, il a lutté toute sa vie durant pour la sauvegarde de la démocratie. Il avait fait la campagne électorale de 1972 avec le chef actuel du F.D.R., M. Guillero Ungo, et avait remporté les élections. Les militaires avaient étouffé cette victoire et Duarte avait été emprisonné, frappé et torturé. Exilé au Venezuela, il est l'un des chefs du mouvement d'opposition qui a fini par renverser le président Romero en octobre 1979. Revenu